

Vive le Coronavirus !

Respectable Loge, Justice et Raison, Orient de Dreux, Région 9

Mots-clefs : Écologie, Décroissance, Justice sociale

Pourquoi devrions nous être satisfaits de la crise du Coronavirus ?

Faut-il, comme Yves Montand en 1984, s'écrier « vive la crise ! » ?

Il y a eu moins de morts sur les routes ; la pollution de l'air a diminué ; la faune et la flore ont reconquis un peu d'espace. Le ciel, profitant de l'été, a été d'un bleu éclatant, limpide. En bref, la terre revit.

On a pu constater que l'on peut vivre en consommant moins.

On a pu profiter du confinement pour essayer de mieux se connaître soit même, pour réfléchir, pour méditer.

Nous avons eu la preuve que la décroissance (mot ordurier par excellence) est possible, même si elle nous a été imposée.

De façon beaucoup plus cynique et très éloignée de nos préoccupations humanistes, on pourrait aussi se réjouir que le coronavirus contribue à la lutte contre cette surpopulation mondiale que les humains ne sont pas capables de réguler, si ce n'est par la guerre ! De la même manière, le constat de la prédilection du virus pour les vieux qu'il élimine préférentiellement est une bénédiction pour le bilan comptable des caisses de retraite.

Et cette liste n'est pas exhaustive...

Elucubrations, foutaises, scandale que tout cela, peut-être aurait-il fallu laisser la page blanche.

Mais au lieu de cela, que constate-t-on ?

Rien ne change : la course au profit est réduite certes, mais retardée, elle reprendra force et vigueur pour s'efforcer de rattraper la croissance, le temps perdu. Autrement dit, l'injonction viendra, en termes populaires : « retroussez – vous les manches et sortez vos économies ; il faut recréer de la richesse, plus rien ne ruisselle ! »

Certaines entreprises (Amazon ou Ikéa, par exemple) n'ont pas attendu et ont continué ou repris leurs activités sans protection aucune de leurs salariés et ont dû être reprises à l'ordre. Le Medef pose des jalons en proposant une flexibilité accrue du temps de travail dans le cadre de son annualisation généralisée pouvant conduire jusqu'à des semaines de 60 heures, en même temps qu'il demande « d'assouplir » les mesures de protection de l'environnement.

Les salariés les plus faibles, à petits salaires, à temps partiels ou en contrat précaire, vivent dans l'anxiété permanente du lendemain. Il en est de même des petits travailleurs indépendants, artisans ou commerçants, acculés par le manque d'activité et de trésorerie.

La COVID-19 nous montre pourtant que l'on peut construire autre chose

Une politique de protection de la planète est possible.

En 2019, il était prévu de doubler le trafic aérien à l'horizon 2030. Au contraire, on s'aperçoit aujourd'hui, qu'il est possible de vivre en le réduisant.

La crise a révélé un manque considérable de moyens en matière de production de produits stratégiques ou de première nécessité (masques, fluides et matériels médicaux, par exemple...). La relocalisation de pans entiers de ce qu'a été l'industrie française apparaît aujourd'hui comme un impératif de premier ordre.

Le développement de monnaies locales permettrait de renforcer les circuits courts de production écologiques autour de partenaires engagés et respectueux d'une charte de qualité.

La décroissance, pesée et mesurée, non seulement est possible, mais elle devient sans doute une obligation, sauf à être imposée de façon encore plus brutale que celle que nous subissons, lors d'une prochaine crise.

La pandémie montre l'importance capitale des services publics. Ceux-ci doivent être renforcés dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la santé (hôpitaux et assurance sociale), des transports (en particulier en ce qui concerne le transport ferroviaire), de la poste.

L'éducation nationale doit être considérée comme une priorité. Elle doit mettre en avant l'acquisition de savoirs et d'une culture, bien évidemment, mais également une formation à la citoyenneté et au respect de la laïcité.

La culture et notamment les arts du spectacle qui ont beaucoup souffert de la situation actuelle, doivent être soutenus.

Les empires financiers et culturels que sont les grands groupes de communication par internet (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft et d'autres ...) ont largement profité des situations de confinement et ont recours depuis des années aux pratiques frauduleuses « d'optimisation fiscale ». L'état, en coopération avec toutes les grandes institutions internationales (Union Européenne, ONU, FMI, ...) doit tout mettre en œuvre pour que ces sociétés soient normalement soumises à l'impôt.

Un système de revenu universel qui a déjà été expérimenté avec succès ailleurs, doit être instauré pour lutter contre la pauvreté.

Nous ne sommes pas des extra terrestres et si, pour demain, nous voulons éviter le déluge, il nous faut dès aujourd'hui limiter le réchauffement climatique et donc, réduire notre production de carbone et notre consommation de pétrole. Nous avons besoin de notre environnement, de planter des arbres, de nos forêts, de l'Amazonie, de préserver les abeilles et la biodiversité animale et végétale.

Efforçons-nous de laisser à nos enfants et petits enfants une planète aussi propre que nous l'avons trouvée à notre naissance.

Jusqu'à présent, malgré les mouvements écologistes, malgré les nombreux ministres chargés de l'écologie qui se sont succédé depuis des années, l'état de notre écosystème planétaire ne cesse de se dégrader.

La crise du Coronavirus nous montre qu'une amélioration est possible.

Certains prétendent qu'on ne fait pas de politique en franc-maçonnerie. C'est une illusion. L'Histoire nous rappelle que quelques francs-maçons ont contribué de façon essentielle à la mise en place de grands acquis sociaux.

Il appartient aux citoyens que nous sommes d'élire des femmes et des hommes responsables et courageux qui osent des politiques volontaristes et audacieuses et qui ne se contentent pas, dans leurs positions, d'assurer la gestion de leurs propres carrières professionnelles. Il nous appartient de rester vigilants, de ne pas nous laisser bernier par de belles paroles et, éventuellement, de rappeler à l'ordre ceux qui ne respecteraient pas leurs engagements ou qui mettraient en danger la République et l'humanité.

Bien entendu, rien n'est simple. Notre petite planète est divisée en 197 états de tailles et de cultures variables, dont certains sont de grandes puissances. A côté des états, il existe des puissances économiques dont le pouvoir est plus important que celui de nombreux pays. La cohabitation entre toutes ces structures est parfois difficile, marquée par des conflits économiques ou même par des guerres. Le chemin sera encore long et semé d'embûches pour que l'ensemble de l'humanité comprenne qu'elle a un intérêt commun, suprême, à la préservation de la paix et de notre écosystème planétaire. La tâche est immense et difficile (« la pierre brute est à peine dégrossie », comme disent les Francs-Maçons). Mais aujourd'hui, une telle prise de conscience devient de plus en plus pressante.

Si l'avenir de l'humanité ne nous préoccupait pas, ferions-nous un livre blanc ? Et un livre pour quoi faire ? Pour le porter comme un manifeste, pour la politique de la cité, de la culture, de la santé. Pour la Vie.

C'est utopique ? Non, il suffit de tourner l'économie vers l'homme.

La pandémie actuelle, due au Coronavirus, doit nous convaincre de mettre en place, de façon urgente, une politique respectueuse de l'environnement et de la justice sociale et dont la finalité ne serait plus d'assurer une croissance dont les bénéficiaires ne profitent vraiment qu'à un petit nombre.

Une telle politique est certainement la condition indispensable à la survie de l'humanité.